

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Président de la Confédération, G. Motta*¹

L

Paris, 19 janvier 1937

Pendant son rapide passage à Paris, Monsieur Alphan, Ambassadeur de France en Suisse, a fait différentes visites officielles au cours desquelles il s'est entretenu de la question de Huningue. Ainsi que je vous l'avais promis, à la fin de mon rapport du 14 de ce mois², je suis allé hier soir prendre congé de M. Alphan (qui repartait pour Genève) et je lui ai très franchement demandé quel avait été le résultat de ses conversations. M. Alphan ne m'a pas caché que le refus opposé par le Conseil fédéral aux propositions françaises avait provoqué quelque humeur, surtout de la part des militaires parmi lesquels le Général George, brillant officier qui avait été affreusement blessé lors de l'attentat qui coûta la vie au Roi de Yougoslavie et à M. Barthou; cet officier général est actuellement membre très actif du Conseil supérieur de la Guerre et spécialement chargé de la surveillance de la frontière franco-suisse; M. Alphan l'a vu au cours de ses visites, après avoir rencontré M. Yvon Delbos et M. Alexis Léger; je n'ai pas pu arriver à savoir si la réponse négative apportée de Berne par l'Ambassadeur de France était de nature à modifier les plans que contenait l'aide-mémoire remis par M. Léger au soussigné le 31 décembre³ parce que M. Alphan m'a de nouveau parlé de «question vitale pour la France»⁴, expression dont s'était également servi M. Alexis Léger. Tout ce que je sais, c'est que, aujourd'hui, la question doit être soumise à un des prochains conseils des Ministres après que M. Léon Blum, lui-même, aura

1. *Remarques manuscrites de Motta en tête du document*: Très confidentiel. En circulation. 20.1.37. M.

2. *Non reproduit*.

3. *Cf. DDS 11, N° 339, annexe 1*.

4. *Citation soulignée au crayon avec cette remarque manuscrite de Motta en marge*: Quel abus des mots! M.

24

19 JANVIER 1937

pris une décision. M. Alphand n'a pas pu joindre le Généralissime Gamelin, retenu par une inspection en Lorraine.

Comme M. Yvon Delbos et le Sous-Secrétaire d'Etat Viénot partent ce soir pour Genève, je ne sais pas du tout quand aura lieu le prochain conseil des Ministres et si les raisons techniques militaires l'emporteront sur des motifs de politique extérieure et intérieure que vous avez fait valoir.